

Communisme en mouvement

Numéro 25

novembre 2008

Sommaire

1. L'édito

Continuité ou rupture - Philippe Stierlin - p. 2

2. Interventions au Conseil national du PCF du 19 novembre 2008:

Européennes, enfin s'ouvre un champ de possibles - Bernard Calabuig - p. 4

Enclancher le mouvement pour faire force politique - Roger Martelli - p. 6

Sur la pente ou faire preuve d'inventivité - Pierre Zarka p. 7

3. Suite à une déclaration

Déclaration - membres du Conseil national - p. 9

Exister pour être utile - Patricia Latour - p. 11

Ce bulletin est ouvert. Faites parvenir vos textes, mais aussi vos réactions et suggestions à : communisme.mouvement@free.fr - Pour le recevoir régulièrement ou-et permettre à des amis de le recevoir, prenez contact sur <http://communisme.mouvement.free.fr>

1. L'édito

Continuité ou rupture ?

Le CN du PCF du 19 novembre promettait d'être houleux, il fut ordinaire. Comme si la direction du PCF n'arrivait pas à trouver la voie entre le nécessaire débat sur les options de continuation ou de rupture en présence et le contournement, confortable mais dangereux, de ces mêmes questions structurantes.

Ce Conseil national avait lieu après le vote des militants sur le projet de base dite « commune », dont il fut rappelé par certains intervenants qu'elle n'avait été votée que par 16,3 % des 134 000 adhérents et 27,8 % des inscrits, et que près de 3 communistes sur 4 à jour de leur cotisation n'avaient donc pas soutenu. Et le moins que l'on puisse dire, c'est qu'au sein du Conseil national, les lectures de cette base « commune » votée par 22 000 communistes sont très différentes, comme en témoigne le texte « *Pour aller au bout des choix de la base commune et nommer clairement ce que nous voulons* » signé, après le vote des militants, par 18 membres du Conseil national (dont 11 membres du Collège exécutif).

Le rapport, lui aussi ordinaire, de Jean-Louis Le Moing nous indiqua ce qu'il faudrait faire face à la crise financière du capitalisme qui va créer 20 millions de chômeurs dans le monde (dont 350 000 en France), crise dont il nous fut dit que nous ne l'avions pas prévue, qu'elle n'est pas que financière et contre laquelle il faut se battre... Jean-Marc Coppola, actuel secrétaire fédéral des Bouches du Rhône, monta d'emblée au créneau pour défendre des transformations du PCF (« la mondialité, « l'éco-progrès », « le nom du PCF ») que le texte susmentionné qu'il avait signé appelait, selon lui, de ses vœux. Il fut aussitôt renvoyé dans les cordes par le courant orthodoxe et... Marie-George Buffet.

La rupture fut néanmoins un fil rouge de nombreuses interventions, comme quoi personne ne se réclame officiellement de l'immobilisme. Même Jean-Jacques Karman a appelé à « révolutionner » la base « commune. » La question de la rupture a été traitée suivant les un-e-s ou les autres, soit comme un alibi pour ne rien changer, soit comme un ancrage en vue de rénover, de manière plus ou moins cosmétique, les choses de l'intérieur, soit comme une conviction profonde qu'il faut une rupture franche avec l'existant (Chantal Delmas, Pierre Zarka, Bernard Calabuig, Roger Martelli, Dominique Grador...). Nicolas Marchand, citant Kafka, a, lui, assumé son rejet de toute métamorphose du PCF.

Il fallut attendre l'après-midi pour respirer un peu avec la confirmation du projet de constituer un front large pour les élections européennes avec notamment à cette étape, le PdG (Parti de Gauche), nouveau venu créé par Jean-Luc Mélenchon et Marc Dolez. Francis Wurtz a précisé ses propositions en la matière et évoqué l'ensemble des premiers contacts positifs noués en ce sens.

Voilà donc que la stratégie pour les élections européennes s'annonce de fait en contradiction avec le choix d'un congrès de fermeture concernant le PCF lui-même. Cette contradiction, appelée « schizo-stratégie » par Gilles Alfonsi, est telle qu'Olivier Dartigolles est intervenu pour expliquer à la fois qu'un tel front pour les Européennes ne signifiait pas « faire une nouvelle force politique » mais qu'il ne faudrait pas en même temps « donner l'impression que le parti ne change pas ». C'est bien là le problème : comment le PCF pourrait rester immobile du point de vue de l'organisation alors que se profile une force politique nouvelle et pluraliste en vue de l'enjeu européen ? Si l'on peut simultanément travailler l'identité communiste et le rassemblement - ce que nous sommes quelques-uns à promouvoir depuis des années - , ce grand écart signifie que le parti fonctionne d'abord comme un système auto-reproductible en vue d'une prise de pouvoir, et non comme un outil politique pour que le peuple se transforme en pouvoir.

Les communistes unitaires du CN et plusieurs autres camarades ont insisté sur les conditions de réussite de la démarche pour les élections européennes, en particulier la co-élaboration avec d'autres (courant Unir de la LCR, Appel *Politis*, collectifs...) et sur les conditions pour déclencher et réussir une dynamique unitaire et populaire, au-delà d'un duo, voire d'un cartel d'organisations.

Le CN s'est terminé sur le rapport de Bob Injey sur les innovations à venir dans le PCF, que nous sommes nombreux à n'avoir pu identifier. Prévoir que chaque membre du futur Conseil national doive suivre le développement du parti dans une entreprise faisait partie de ces propositions récurrentes évacuant des questions de fond sur le communisme du 21^e siècle (sectorisation des questions, mondialisation de l'alternative...) comme sur l'outil (décisions centralisées, fonctionnement pyramidal et lourd, cumul des mandats, besoin de pluralisme, circulation et concentration du pouvoir...)

Comme signe tangible de changement à l'extérieur, des camarades de la Fédération de Paris (Véronique Sandoval, Martine Durlach) ont demandé le départ de Marie-George Buffet. Rappelons que le CN précédent s'était, lui, terminé sur une intervention de Marie-George Buffet refroidissant les ardeurs des « poulains » (sic), candidats plus ou moins déclarés à sa succession, et courant dans des « écuries » (resic). Cette sortie de MGB, qui ne visait pas les communistes unitaires du Conseil national hors de ces jeux florentins, reflétait une tension à son comble au sein du noyau dirigeant.

Plus que jamais, ce Conseil national a montré qu'existe un « bloc de continuation » et un « bloc de transformation », sans qu'on sache à ce stade comment la question de la direction pourrait être tranchée... dans moins de trois semaines.

Philippe Stierlin

2. Interventions au Conseil national du PCF :

Européennes, enfin s'ouvre un champ de possibles

Bernard Calabuig, Val-d'Oise

L'Europe et le monde sont confrontés à une crise d'une gravité sans précédent. Une crise profonde aux conséquences multiples, financières, économiques, alimentaires, écologiques, démocratiques.

Dans le même temps, la gauche en France et en Europe est en panne de projet alternatif. Les mouvements sociaux peinent à se faire entendre, tant pèse le déficit de perspective politique. Sortir de cette situation est l'urgence du moment. Personne ici ne peut se satisfaire d'une gauche qui surfe sur le mécontentement, gagne les élections locales par défaut sans rien proposer en terme d'issue à la crise.

C'est la raison pour laquelle la question du rassemblement et de la construction politique indissociable du projet est devenue une question centrale. Le Parti socialiste vient de tenir son congrès, il a acquis ces dernières années une hégémonie à gauche, pendant que se poursuivait notre affaiblissement. Notre allié naturel du 20^{ème} siècle est donc confronté à des problèmes d'alliance. Tirer ou pas un trait sur la traditionnelle union de la gauche et s'ouvrir vers le centre, transformer ou pas le Parti socialiste en parti démocrate, c'est le sens des débats de Reims.

Au-delà de la guerre des chefs, le fond du débat est bien celui-ci.

Je ne partage pas l'analyse qui consiste à dire que malgré l'arrivée en tête de la motion Royal, le PS sort de ce congrès plus à gauche.

Lors des deux derniers congrès, l'addition des motions dites de « la gauche socialiste » cumulait près de 40% des suffrages militants. Cette fois la motion Hamon en réalise à peine 20%. C'est la raison qui a conduit au départ de Jean-Luc Mélenchon et Marc Dolez pour s'engager dans la construction d'un nouveau parti de gauche.

En répondant positivement à l'appel de notre résolution adoptée au dernier CN, ils crédibilisent la perspective de construire un front des forces de gauche de transformation sociale pour les élections européennes.

A présent plus personne ne peut dire que nous n'avons pas de partenaires.

Cette volonté affirmée ouvre un champ de possibles, à la condition que la situation ne se fige pas en un tête à tête PCF/Parti de la gauche, qui ne produirait pas la dynamique escomptée. Une telle situation serait de surcroît lourde de danger pour la composante communiste. Nul n'a envie de sortir de la dépendance d'un parti social-libéral, pour entrer sous la dépendance d'un Parti socialiste, fût-il de gauche (nous ne voulons pas

rejouer ce qui a suivi le congrès d'Épinay en 1971).

C'est l'ensemble de l'arc politique et social qui a composé le rassemblement pour le NON de gauche en 2005, et au-delà, bien au-delà, que nous devons viser. Un rassemblement qui doit trouver sa concrétisation dans des listes co-construites, autour de la vision d'une Europe sociale, solidaire et démocratique que nous avons défendue ensemble en 2005.

Notre appel est déjà entendu par de nombreux partenaires possibles, Christian Picquet du courant UNIR de la LCR, les signataires de l'Appel *Politis* qui rassemble un large éventail des forces progressistes, les Alternatifs ont également accueilli favorablement notre appel. A présent, beaucoup va dépendre de notre détermination à nous engager résolument dans cette construction.

Le congrès : Le texte proposé par le Conseil national est devenu la base de discussion pour le Congrès. Cependant nul ne peut ignorer que ce texte n'a eu l'assentiment que d'un communiste cotisant sur quatre. Un sur dix dans la fédération du Val d'Oise. Ces résultats sont tels que personne ne peut prétendre dire : « Voici ce que pensent les communistes ».

Une orientation politique quelle qu'elle soit, a besoin pour se déployer, efficacement, d'être partagée par le plus grand nombre. En qualité de dirigeant, je respecte le choix de celles et ceux qui ont voté pour le texte issu du Conseil national, je me sens également comptable de ceux qui - ne voyant pas ce que l'on attend d'eux dans un débat qui est apparu à beaucoup comme clos avant de commencer - se sont abstenus ou ont voté nul.

Dans ces conditions inédites et exceptionnelles de préparation de Congrès, la raison, voire la sagesse, devrait nous conduire, au moins sur les choix fondamentaux d'orientation, à décider d'une remise à plat. Le débat extraordinaire pour lequel des centaines de militants ont plaidé est plus que jamais nécessaire.

Le Congrès, en prise avec l'actualité, devrait enclencher un travail de confrontation et d'expérimentation des différentes hypothèses, au moins sur trois questions, la conception de la société alternative aux sociétés d'exploitation et de domination, la dimension du rassemblement et la construction politique nécessaire pour changer vraiment, et enfin, la façon dont les communistes entendent s'organiser. Je pense qu'au point où nous en sommes c'est la seule façon de produire de l'unité et du commun.

Enclancher le mouvement pour faire force politique

Roger Martelli, Val-de-Marne

Parmi les crises entremêlées qui se déploient aujourd'hui, nous ne devrions pas sous-estimer celle de la gauche politique elle-même. Alors que la crise capitaliste s'aiguise, l'alternative peine à se frayer son chemin, par carence de proposition politique audible. Le parti dominant de la gauche va mal. Il se déchire, hésite sur ses visages et sur ses stratégies. Difficile de dire ce qu'il adviendra vraiment, mais comptons sur le poids de la réalité : le Parti socialiste s'appuiera dans la période à venir sur la place que lui laisse l'évolution bipartisane de la vie politique et, plus encore, sur la faiblesse de l'offre politique à sa gauche. Tant que n'émerge pas, massivement, l'idée que les forces à gauche sont suffisantes pour empêcher la dérive vers le centre, il y a risque que persiste le réflexe du vote utile contre une droite de plus en plus inacceptable.

De ce point de vue, ne nous cachons pas que l'initiative politique de Mélenchon et Dolez ouvre une porte intéressante. J'eusse préféré que l'initiative soit venue de la famille communiste. Notre ouverture sur l'élection européenne a été méritoire et reconnue, mais elle a souffert, dans les représentations, de ce qu'elle n'a pas été corrélée à une grande exigence de recomposition de tout le champ politique à gauche. Pour une part, Mélenchon rouvre le jeu en relançant la possibilité que, par l'apport d'une portion de l'espace socialiste, la gauche de transformation sociale perde son statut minoritaire. Encore faut-il que son initiative ouvre sur du rassemblement large, et pas sur la seule constitution d'un pôle s'ajoutant à d'autres, à la gauche du Parti socialiste.

Je crois donc plus que jamais nécessaire que, dans l'espace politique, soit tenu un langage clair. Si nous voulons que la politique française se recompose, si nous voulons que la gauche retrouve le ferment critique qui a toujours été le sien, si nous voulons que l'esprit de résignation s'efface devant celui de l'alternative, il faut que convergent durablement, et pas seulement ponctuellement, toutes les forces critiques existantes. Il y a des différences entre elles ? Tant mieux. Des divergences ? Je ne vois pas pourquoi, du côté de l'alternative, elles seraient plus fortes que celles qui séparent les droites ou qui divisent la social-démocratie. Ou alors, cela signifierait que, dans la gauche résolument de gauche, les intérêts particuliers priment sur intérêt général. Rien ne peut donc différer la recherche d'une entente solide. Les formes de cette entente ne sont pas trouvées ? Nous pouvons sur ce sujet avoir les uns et les autres des visions différentes. Ce qui importe, c'est que nous enclenchions le mouvement pour faire force politique.

De ce point de vue, les élections européennes peuvent être un formidable travail pratique. J'ai, sur ce sujet, une seule remarque. Nous devons dire haut et fort, aujourd'hui, que nous ne pouvons pas nous résoudre un seul instant à ce que les forces qui se sont battues ensemble contre le TCE ou contre le traité de Lisbonne se présentent demain dispersées à la bataille électorale. Ce n'est pas possible pour des raisons de morale politique : si nous acceptions qu'il en soit ainsi, nous admettrions, par le jeu de la loi électorale, que, trois ans après 2005, la France soit représentée au Parlement européen par des partisans de l'Union européenne telle qu'elle est. Et ce n'est pas possible parce que nous savons que, dans nos batailles passées, nous étions parvenus à nous entendre, non seulement pour dire Non, mais pour avancer des propositions alternatives à la fois concrètes et cohérentes, assez fortes pour dessiner le projet réaliste et nécessaire d'une autre Europe. Nous avons combattu ensemble hier et nous avons proposé ensemble. Si nous tournions demain le dos à l'union, là encore cela signifierait que, pour certains, l'intérêt partisan prime sur le bien commun. Rassembler des partenaires égaux, sans force centrale qui prétendrait regrouper autour d'elle : que ceux qui refusent une telle perspective osent le dire devant le pays. Ce ne peut pas être, bien sûr, l'option des communistes.

Sur la pente ou faire preuve d'inventivité

Pierre Zarka, Seine-Saint-Denis

Lorsqu'un texte préparatoire au Congrès recueille 26% des suffrages des membres cotisants du Parti, il est totalement abusif de le qualifier de base commune. La participation aux premières conférences de section n'a jamais été aussi faible. En fait de congrès extraordinaire, c'est la déception qui en est déjà le fait majeur. Cela interdit à qui que ce soit de prétendre parler au nom du Parti ou de s'arroger le droit de dire "les communistes pensent que...". Transformer ces 26 % en majorité revient à copier les institutions de la V^e République, travers que dénonce pourtant Bob dans son introduction. Et cela devrait donc conduire à prendre la dimension d'une crise inédite dans l'histoire du Parti et à rechercher comment y pallier en faisant en sorte que tous les communistes puissent voir leurs opinions et options traitées avec la même prise en considération. Or c'est le contraire qui se produit dans les actes. Depuis ce vote, la délégation du PCF qui a rencontré Jean-Luc Mélenchon est essentiellement caractérisée par le fait qu'à part la présence incontournable de la responsable nationale aux élections et celle tout aussi incontournable du président du groupe à Strasbourg, n'y

figure aucun signataire soit de texte alternatif en vue du Congrès, soit de motion non soumise au vote - même la plus prudente qui se réclame de la poursuite du texte officiel de la direction -. Par contre on y retrouve aux côtés du cercle proche de Marie-George Buffet des représentants du courant Nicolas Marchand qui s'illustre par un refus affirmé de toute démarche de rassemblement. Cette délégation n'est donc pas le reflet de la réalité composite du PCF, elle l'exclut même sciemment. Sans doute y a-t-il quelque chose de schizophrène entre ce que traduit cette composition et le choix de liste unitaires, à moins qu'il ne s'agisse pour certains que du prix à payer pour sauver deux élus et d'un alibi et non d'une orientation de fond. Toujours est-il que la composition de cette délégation qui exclut celles et ceux qui avaient contribué au vote du dernier CN dessine la configuration d'une concentration du pouvoir de représentation entre les mains d'une tendance en formation. Tendance qui revendique de plus en plus fort l'immobilisme et un retour à un type de direction qui, au nom de l'efficacité ou de l'homogénéité, a déjà fait la preuve de son incapacité à procéder à des analyses multiformes et complexes. On ne peut que se demander si cela préfigure les résultats du Congrès. Au dernier CN après mon intervention, Marie-George avait évoqué que la discussion sur les tendances pouvait s'ouvrir : je ne la vois pas s'ouvrir mais je la vois nettement se conclure. Pour moi c'est une pente très grave. Et je le dis avec une solennité dont je n'ai pas l'habitude d'user.

Je suppose que cela ne pose pas un problème uniquement à moi. Je pense qu'il est désormais de la responsabilité de chacune et de chacun, quels que soient les comportements choisis jusqu'à présent, de réagir. Maugréer dans les couloirs et laisser faire débouche sur l'accélération de cette dérive. On voit bien comment, de fil en aiguille, on commence par ne pas faire ce que l'AG de décembre avait décidé, puis on passe au texte préparatoire le plus monolithique depuis 1985, et en fait de "travailler ensemble" on est dans la logique "tout ce qui n'est pas avec moi est contre moi". J'en appelle à toutes et à tous ici. Laisser faire ou considérer, comme je l'ai entendu, que l'on aurait évité le pire - et quelle que soit la bévue commise, on évite toujours pire que ce qui se fait - c'est se retrouver en janvier dans un point de non-retour. Il n'est demandé à personne de s'aligner sur qui que ce soit, mais le légitimisme qui peut nous animer, nous le devons au communisme et aux communistes et non à sa direction. Nous avons en nous le pouvoir de remédier à cette impasse. C'est une question de volonté. Si nous voulons sauver ce qui peut encore l'être, et avoir la liberté nécessaire pour répondre à l'appel à l'inventivité réclamée dans le rapport. Il nous faut réfléchir dans le temps qui nous sépare du Congrès - 3 semaines - comment on lui donne un statut de transition vers un travail collectif digne de ce nom et comment on crée une direction provisoire aussi polyphonique que le sont les communistes permettant à tous d'aller en toute confiance dans ce sens.

3. Suite à une déclaration

Nous avons rendu publique le 5 novembre une déclaration de membres du CN du PCF. A la suite de la publication de ce texte, nous avons reçu un premier mel de Patricia Latour demandant à joindre sa signature. Elle a précisé les raisons de sa position dans un second mel. Nous reproduisons ici la déclaration et le mel de Patricia Latour.

Déclaration

Si la désaffection des électeurs est pour un parti politique la plus cruelle des sanctions, l'indifférence de ces adhérents constitue un terrible signe de crise interne.

La "vérité des prix" concernant la consultation sur la "base commune" pour la préparation du 34ème congrès du PCF se résume en quelques chiffres :

- 78 779 inscrits (contre 99 281 en 2006, soit une baisse de 20,6 %), ce qui témoigne d'un processus de disparition de fait
- 39 692 votants (contre 46 214 en 2006, soit une baisse de 14 %, malgré des "efforts d'organisation")
- 9 % de votes blancs et nuls (soit trois plus qu'en 2006)
- 36 033 exprimés (contre 44822 en 2006), soit 45,7 % des inscrits
- 21 946 voix pour le texte officiel (contre 28 411 en 2006), soit 16,37 % des 134 000 adhérents et 27,8 % des inscrits
- le texte 2 obtient 6,8 % des inscrits et le texte 3 obtient 11 % des inscrits.

C'est un fait que la "base commune" du 34ème congrès n'est reconnue comme telle que par une minorité des membres du PCF, et personne ne peut donc dire que ce texte est représentatif d'une option majoritaire.

Aujourd'hui nous est adressée une convocation pour un conseil national, le 19 novembre, avec un changement d'ordre du jour qui annonce une volonté de « bouger en profondeur » la base officielle.

Nous y voyons la reconnaissance que le texte proposé ne correspond pas aux exigences devant lesquels nous sommes tous placés, ce que nous avons pour notre part exprimé dès son adoption par le CN.

Soyons clairs : une direction qui prendrait la mesure de la crise que révèlent les résultats de ce scrutin initierait sans délai une complète remise à plat du processus de préparation du congrès. Elle substituerait au texte actuel, qui ne permet de rassembler les communistes, une autre proposition.

A l'inverse, toute tentative qui se limiterait à du replâtrage ne créerait aucune illusion et serait perçue comme une nouvelle démonstration d'incapacité à se transformer.

C'est pourquoi nous formulons trois propositions concrètes et cohérentes

entre elles :

- **soumettre au débat des communistes et au congrès un texte court pour enclencher un travail dans la durée de confrontation des options existantes, de définition des hypothèses possibles de transformation et permettant de produire du commun,**
- **mener le travail nécessaire d'évaluation sur le bilan historique du communisme politique tel que le PCF l'a incarné en France,**
- **se doter pour cela d'une direction provisoire représentatives de la diversité des sensibilités communistes.**

Pour notre part, nous invitons à exprimer ces propositions dans toutes les réunions locales et départementales jusqu'au congrès national. Il y va de la pérennité du PC.

5 novembre 2008

*Gilles Alfonsi, Patrick Braouezec, Anne Jollet,
Sylvie Larue, Dominique Martel, Roger Martelli,
Danièle Montel, David Prault, Nadine Stoll,
Catherine Tricot, Sylvie Tricot-Devert, Pierre Zarka*

Exister pour être utile

Patricia Latour, Seine-Saint-Denis

Je signe parce que je partage les propositions faites par le texte, même si je ne partage pas forcément tout ce que proposent les communistes unitaires.

Je fais partie des communistes qui n'ont voté pour aucun des textes soumis au vote car aucun ne me convenait totalement. J'ai les ai lu attentivement comme j'ai lu celui qui n'était pas proposé au vote. Dans tous les textes j'ai trouvé des points d'accord et des analyses ou des propositions que je ne partage pas. Une chose est certaine, la base "commune" ne l'est pas. Je crois que l'heure devrait être au rassemblement très large des communistes, encartés ou pas au Pcf, dans leur diversité, sans a priori et sans anathème.

Il n'y a pas d'un côté des communistes liquidateurs et de l'autre des communistes purs et durs. Dans le parti, il y a des communistes qui réfléchissent aux meilleurs moyens d'exister pour être utiles, ils ne sont pas d'accord et, dans la période actuelle, c'est tout à fait normal. Le congrès ne peut pas clore ce débat essentiel. Je crois qu'il faut travailler, à la fois, à une large convergence anticapitaliste (certains diront antilibérale, je n'ai pas le fétichisme des mots) et construire un parti des

communistes de France qui respecte (et pas seulement provisoirement) la diversité des points de vue communistes, qui soit offensif et renoue avec le monde du travail tel qu'il est aujourd'hui. Cela suppose, entre autre, un retour sur notre histoire, sans jeter le bébé avec l'eau du bain, mais en produisant une véritable critique de l'histoire du communisme. Prendre en compte les éléments nouveaux de notre société ne consiste pas à être moins révolutionnaire, mais au contraire davantage. Pas en ressassant les concepts déformés du marxisme, mais en travaillant à enrichir le marxisme. D'autres l'ont fait avant nous, je pense à Rosa Luxemburg, Gramsci, Lefèvre et d'autres. La formule de Marx "Prolétaires de tous les pays unissez-vous" reste d'actualité pour peu qu'on cesse de penser que les prolétaires s'arrêtent à la classe ouvrière. Il nous reste à travailler beaucoup ensemble pour rassembler tous les salariés exploités.

Fraternellement.

Patricia Latour
